

Ecrit par le 22 décembre 2024

Les jeunes de Paca sont parmi les plus dépensiers de France



Le Teenage Lab de [Pixpay](#), la carte de paiement des ados copilotée par les parents, vient de dévoiler l'édition 2024 de son baromètre 'Les habitudes de consommation des ados'. On y découvre que les adolescents de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les deuxièmes plus dépensiers après les Corses, avec 110€ dépensés mensuellement en 2023, la plus grande part étant dédiée aux fast food avec 16,21% des transactions.

Dans la région voisine, en Occitanie, les dépenses mensuelles sont évaluées à 101€. Au niveau national, malgré l'inflation, les jeunes n'ont jamais autant déboursé puisqu'ils dépensent près de 97€ par mois, c'est 20% de plus que l'année précédente (80,4 €), et c'est plus qu'en Italie et en Espagne où le montant est compris entre 51 et 57€ par mois. C'est à McDonald's que les adolescents dépensent le plus, suivi d'Apple et de la SNCF.

Ecrit par le 22 décembre 2024

Top 3

des marchands les plus fréquentés et leurs paniers moyens



© Pixpay

V.A.

Provence-Alpes-Côte d'Azur : avec 39€ par mois les ados sont parmi les plus gâtés de France

Ecrit par le 22 décembre 2024

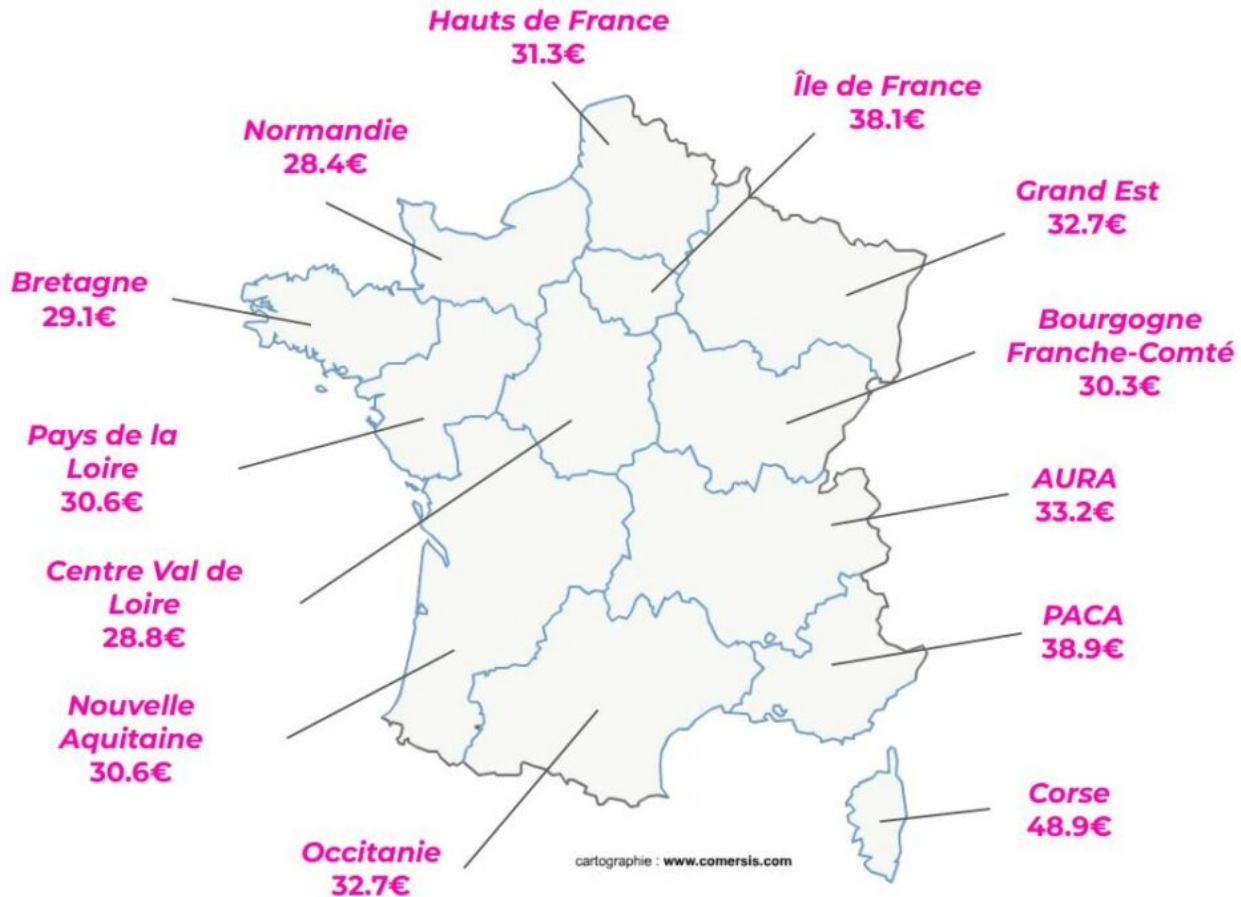


Pour la 4^{ème} année consécutive, le baromètre « Argent de poche » réalisé par le Teenage Lab de Pixpay, la carte de paiement des ados copilotée par les parents, délivre des chiffres inédits. Les parents provençaux arrivent en seconde position des parents les plus généreux.

Cette année, le montant moyen d'argent de poche récurrent des adolescents est de 36€. Un chiffre en hausse depuis 2 ans déjà, puisqu'il était de 31€ en 2021 et de 33€ en 2022. Entre 2022 et 2023, le montant moyen d'argent de poche a connu une hausse de 9%. C'est plus que l'inflation de 5,6% mesurée en janvier dernier. Cette moyenne doit être relativisée. Seuls 57% des enfants, soit à peine plus d'1 sur 2, touchent régulièrement de l'argent de poche (contre 50% en 2022). Parmi eux, 86% perçoivent le pécule mensuellement et 14% de façon hebdomadaire.

Le baromètre Pixpay confirme que l'âge de l'adolescent constitue une importante variable d'ajustement. Les 10-12 ans touchent 24€, les 12-14 ans 26€, les 14-16 ans 32€, les 16-18 ans 42€ et les 18 ans et plus 56€ en moyenne. Aussi, les papas ont tendance à donner plus d'argent de poche que les mamans. En moyenne, le montant mensuel d'argent de poche est de 42€ quand ce sont les papas qui gèrent, contre 34€ pour les mères. Pour autant, ce sont les femmes qui gèrent dans 70% des familles.

Ecrit par le 22 décembre 2024



cartographie : www.comersis.com / Teenage Lab de Pixpay

L'argent de poche : un nouveau critère pour mesurer les inégalités sur le territoire français

L'enquête réalisée par le Teenage Lab de Pixpay met en évidence de grandes disparités entre les montants d'argent de poche distribué aux adolescents selon les régions. A l'échelle du pays, les ados des régions Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les mieux lotis, avec respectivement 48,9€ et 38,9€ d'argent de poche en moyenne.

A l'inverse, les Normands et les Centro-ligériens sont statistiquement les moins gâtés, avec respectivement 28,4€ et 28,8€ par mois. Les adolescents d'Île-de-France se classent en 3^e position, derrière la Corse et la région PACA, avec 38,1€ qui tombent chaque mois dans leur poche.

L'enquête s'appuie sur 2,8 millions de transactions réalisées par plus de 150 000 adolescents (10-18 ans) utilisateurs français de Pixpay entre septembre 2022 et juin 2023.

L'antigaspi plébiscité par plus de 8 français sur 10

Selon la dernière étude Too Good To Go & Yougov, les Français s'organisent mieux et planifient plus pour moins gaspiller et faire face à l'inflation. Une véritable illustration d'un changement de consommation durable.

À la veille de la rentrée, si les vacances sont bel et bien derrière nous, l'inflation n'a quant à elle pas plié bagage. Les Français ont, pour y faire face, adopté de nouveaux modes de consommation, qui se sont installés dans leur quotidien : batch cooking, attention portée aux promotions, réutilisation des restes... Pour mieux mesurer l'étendue de ce phénomène et la place de l'anti gaspi dans ces nouvelles habitudes, Too Good To Go a interrogé les consommateurs. L'étude Yougov pour Too Good To Go révèle notamment que plus de 8 Français sur 10 ont adopté des comportements anti gaspi pour faire face à l'inflation.

Avec une augmentation des prix de 17% pour un panier moyen de courses en grandes surfaces au premier semestre 2023, l'inflation n'a pas épargné le portefeuille des Français. Ce contexte économique a des conséquences directes sur les comportements de consommation de ceux-ci, alors que la consommation des biens alimentaires a diminué de 10% entre décembre 2021 et juin 2023 selon l'INSEE. Or, d'après plusieurs acteurs de l'alimentaire, il est peu probable que les prix retrouvent leur niveau pré-inflation. Une situation qui pourrait bien chambouler les habitudes des Français sur le long terme.

Lucie Basch, cofondatrice de Too Good To Go : *"Si plus de 8 Français sur 10 ont adopté l'anti gaspi pour faire face à l'inflation, c'est bel et bien qu'une nouvelle ère de consommation des ménages s'est ouverte avec ce contexte. L'adoption de réflexes anti gaspi s'inscrit de façon pérenne dans le quotidien des ménages, des jeunes comme des plus âgés. C'est d'ailleurs ce que l'on observe chez Too Good To Go, avec une hausse de 30% des utilisateurs et des commerçants en l'espace d'un an. L'anti gaspi n'est donc pas un effet de mode mais bien un changement de comportement durable, et on ne peut que s'en réjouir ! Chez Too Good To Go, nous sommes prêts à accompagner professionnels et consommateurs dans cette voie, pour adopter ensemble un mode de consommation plus durable".*

Ecrit par le 22 décembre 2024

INFLATION : L'ANTI GASPI, UNE SOLUTION DURABLE PLÉBISCITÉE PAR LES FRANÇAIS

Plus de 8 Français sur 10

ont adopté des comportements anti gaspi pour faire face à l'inflation



Les Français s'organisent mieux et planifient plus pour moins gaspiller et faire face à l'inflation : top 3 des nouveaux comportements

40% ADOPTER LA LISTE DES COURSES

36% RÉUTILISER LES RESTES

35% FAIRE ATTENTION AUX DATES DE CONSOMMATION



Près d'1 Français sur 2

prépare plus son repas du midi

77% des Français



souhaiteraient plus de produits anti gaspi à petit prix chez les enseignes



Source : étude Yougov X Too Good To Go, juillet 2023

Ecrit par le 22 décembre 2024

Plus de planification et plus d'organisation pour moins de gaspillage : le combo des Français pour faire face à l'inflation

Alors que, selon l'Ademe, le coût du gaspillage alimentaire équivaut à plus de 430 € par an par famille, en France sont encore gaspillées chaque année plus de 10 millions de tonnes de nourriture.

L'étude Yougov X Too Good To Go révèle que les consommateurs Français ont bel et bien multiplié les changements de consommation : plus de 8 Français sur 10 (83%) ont ainsi adopté des comportements anti gaspi au cours de ces 12 derniers mois pour faire face à l'inflation et avec pour certains d'entre eux l'envie de faire rimer économies et écologie.

En comprenant l'opportunité économique de l'antigaspi, les Français ont notamment commencé à :

- **planifier davantage leurs repas**, pour 53% d'entre eux
 - Cette tendance se traduit également par l'émergence du batch cooking depuis plusieurs mois, qui consiste à prévoir et cuisiner ses repas en une fois pour toute la semaine.
- **préparer une liste de courses** détaillée avant d'aller en courses, pour 40% d'entre eux
 - Une astuce qui évite les achats impulsifs et fait économiser en n'achetant que l'essentiel une fois dans les allées du magasin.
- **réutiliser les restes de repas** pour en préparer de nouveaux, pour 36% d'entre eux
 - Avec 29kg de nourriture jetée par an par les français dont 7kg de produits toujours emballés, c'est de nombreuses idées de recettes créatives qui partent à la poubelle !
- **surveiller attentivement les dates de péremption** des aliments pour les consommer en priorité pour 35% d'entre eux
 - Alors qu'on estime que 20% du gaspillage alimentaire dans les foyers est lié à une mauvaise compréhension des dates, y porter une plus grande attention permettrait d'économiser jusqu'à 100€ par an.
- **sauver des paniers Too Good To Go**
 - Depuis le début de l'inflation, Too Good To Go a observé une augmentation de 30% du nombre d'utilisateurs et de commerçants. C'est aujourd'hui 1 Français sur 4 qui a l'application.
 - En sauvant un panier par semaine sur l'application Too Good To Go, un utilisateur peut en moyenne économiser plus de 500€ par an sur son budget alimentaire.

Alors que ces nouvelles pratiques se répandent, des nuances sont à noter selon les types de consommateurs. Les étudiants, toujours dans l'art de l'ingéniosité, optent davantage pour la réutilisation des restes (46%). De leur côté, les retraités préfèrent élaborer des listes de courses (49%), tout comme les parents qui prennent ce virage, bien que de façon légèrement moins importante (39%). Vient ensuite la réduction des repas pris à l'extérieur, tout juste derrière.

La « gamelle » du midi fait son grand retour chez les Français

Cette logique de planification des repas observée plus haut se retrouve également dans un changement

Écrit par le 22 décembre 2024

de comportement des Français vis-à-vis de leur repas du midi. La “gamelle” du midi semble ainsi être revenue au goût du jour : plus d’un Français sur deux (53%) anticipe son repas du lendemain midi lorsqu’il prépare son repas du soir, tandis que 64% déclarent avoir réduit la fréquentation des restaurants pour des solutions moins coûteuses.

Face à ces résultats, Too Good To Go a d’ailleurs décidé de lancer une campagne de rentrée visant à encourager l’adoption de ce nouveau comportement vertueux. Too Good To Go y invite les Français à intégrer les réflexes anti gaspi dans la préparation des repas du midi, ou même à profiter d’occasions de se régaler à moindre coût, en optant pour des repas anti gaspi via son application. Ces contenus de sensibilisation seront visibles sur l’ensemble de ses réseaux sociaux et sur son blog. Pour soutenir ses utilisateurs dans cette démarche, Too Good To Go organise également un concours de grande envergure, leur permettant de remporter un an de paniers surprises.

Les Français toujours plus à la recherche de bons plans en magasin

Alors que les volumes d’achat alimentaires ont eu tendance à baisser depuis le début de l’année, l’anti gaspi pourrait être une opportunité pour les magasins pour continuer à répondre aux attentes des consommateurs.

Ils sont en effet 77%, soit plus de 3 Français sur 4, à souhaiter plus de produits anti gaspi à petit prix chez les enseignes, tandis que 20% d’entre eux seraient prêts à faire un déplacement uniquement pour une promotion. Un souhait qui s’inscrit dans une démarche de recherche de nouvelles solutions pour réduire le gaspillage alimentaire dans laquelle se trouvent 68% des Français.

Ces résultats confirment l’ambition de Too Good To Go, qui avec plus de 40 000 commerces partenaires à travers la France, 15 millions d’utilisateurs et 55 millions de repas sauvés avec eux, a pour vocation d’accompagner toujours plus de professionnels et de particuliers dans la réduction du gaspillage alimentaire dans leur quotidien. Présente dans 17 pays, Too Good To Go vient de célébrer plus de 250 millions de repas sauvés dans le monde.

Les 3 infos à retenir :

- **Les Français planifient plus leur repas et anticipent en particulier celui du midi (53%)**
- **L’anti gaspi est ancré dans leur quotidien : ils sont plus d’1 tiers à faire attention aux dates**
- **Plus de 3 sur 4 d’entre eux souhaitent davantage de produits anti gaspi à petit prix chez les enseignes**

Étude Yougov X Too Good To Go “Changements des habitudes de consommation”. Enquête réalisée sur 1020 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Le sondage a

été effectué en ligne, sur le panel propriétaire YouGov France du 18 au 20 juillet 2023.

En hausse de 9,2%, l'absentéisme des salariés français du secteur privé poursuit sa dégradation



Pour la cinquième année consécutive, WTW en France, présente les résultats de son baromètre sur l'absentéisme dans le secteur privé. Cette enquête a été réalisée à partir de l'observation de

Ecrit par le 22 décembre 2024

345 000 salariés issus de près de 650 entreprises du secteur privé sur une période de 4 ans.

En augmentation de 35,4% depuis 2019, l'absentéisme a poursuivi sa dégradation en 2022. S'élevant à un taux de 5,3% contre 4,9% en 2021, il touche désormais les sociétés de services et d'ingénierie en informatique, la finance et l'assurance, ainsi que les cadres et les professions intermédiaires, qui étaient jusque-là plutôt épargnés par ce phénomène.

Les nouveaux modes et organisation de travail très rapidement adoptés dans les entreprises n'ont pas été suffisamment accompagnés pour une grande partie d'entre elles (gestion du télétravail et du droit à la déconnexion, accueil des nouveaux salariés, accompagnement des salariés à la transformation digitale, formations à distance...).

Les défis des pouvoirs publics et des entreprises pour limiter la hausse continue de l'absentéisme deviennent urgents dans un contexte d'allongement de la durée de travail. Les solutions existent, elles sont nombreuses et doivent être adaptées aux problématiques de chaque entreprise.

Une hausse de l'absentéisme qui perdure

En 2022, le taux d'absentéisme a atteint 5,3%, en hausse de 9,2% par rapport à l'année précédente. Cette dérive est portée par la hausse du nombre de salariés qui s'arrêtent au moins une fois dans l'année. Les travailleurs français sont, en effet, 42% (contre 34% en 2021) à s'être arrêtés au moins un jour au cours de l'année.

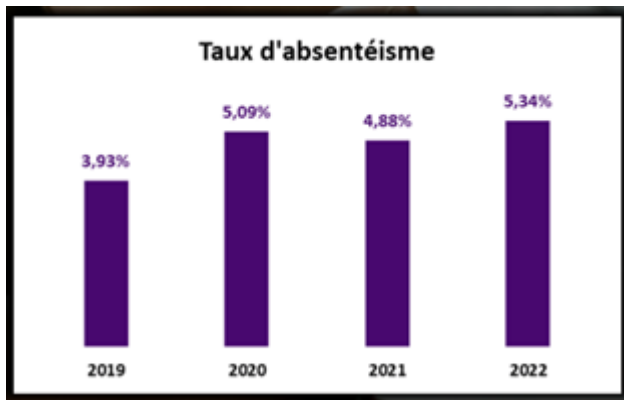
96% des arrêts sont dus à la maladie. Les accidents de travail, de trajet et les maladies professionnelles représentent seulement 4% des arrêts, mais ils contribuent pour près de 14% à l'absentéisme, compte tenu d'une durée d'absence plus de 3 fois plus longue (67 jours contre 18 pour la maladie). Les secteurs du transport, de la construction, de la santé et de la restauration sont les plus touchés par les accidents de travail, l'industrie extractive et la construction par la maladie professionnelle.

En 2022, 4% des arrêts dépassent 90 jours, représentant près de la moitié de l'absentéisme, 58% sont de très courte durée (<7 jours).

Outre « l'explosion » du nombre de salariés qui s'arrêtent (+24% / 2022), ils ont tendance à s'arrêter de plus en plus souvent (fréquence moyenne en hausse de près de 5% entre 2021 et 2022).

Le vendredi reste le jour d'absence le plus important quels que soient la catégorie socio-professionnelle ou le secteur (taux d'absentéisme de 5,43% contre 4,98% en 2021).

Ecrit par le 22 décembre 2024



De nouveaux secteurs d'activité et catégories socio-professionnelles impactés par l'absentéisme

Les femmes restent les plus touchées mais la dérive est semblable quel que soit le genre. Le taux d'absentéisme chez les femmes s'élève, en effet, à 6,3% contre 4,8% chez les hommes, en augmentation respectivement de 10% et 9% par rapport à 2021. L'écart d'absentéisme s'explique entre autres par une surreprésentation des femmes à des postes d'employés dans certains secteurs d'activité, comme la santé ou l'hôtellerie-restauration aux taux d'absentéisme plus élevés que la moyenne.

L'absentéisme chez les salariés de 20-29 ans et les 30-39 ans a fortement progressé, respectivement de 15% et 17% entre 2021 et 2022, notamment en raison d'une explosion de la prévalence chez les travailleurs de moins de 40 ans : hausse de près de 20% par rapport à 2021, de près de 45% par rapport à 2019.

Les cadres et professions intermédiaires sont désormais impactés également par la progression de l'absentéisme (+14% entre 2021 et 2022). Un nombre croissant de salariés s'arrêtent : 46% des professions intermédiaires et 30% des cadres ont connu au moins un arrêt de travail en 2022 (contre 35% et 23% en 2021).

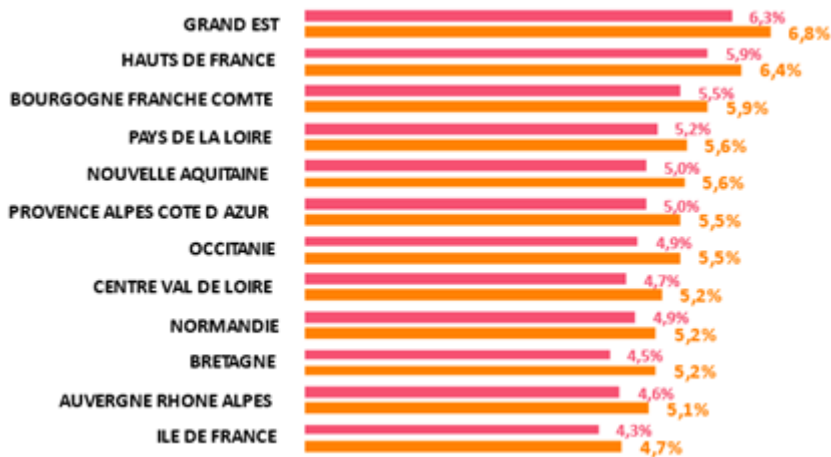
Jusque-là plutôt épargnés et toujours parmi les bons élèves cette année, les secteurs de la finance et de l'assurance ainsi que les sociétés de services et d'ingénierie en informatique ont cependant vu leur absentéisme, caractérisé par un nombre important d'arrêts courts et de poly-absences, augmenter sensiblement. Certains secteurs d'activités dont les métiers sont considérés comme « pénibles » et qui font face à un absentéisme élevé, sont également touchés par un très fort turnover ; c'est le cas de l'hébergement & restauration (32%) et de la santé (26%).

La nature du contrat de travail a une grande importance sur le taux d'absentéisme : il est de 2,5% chez les travailleurs en CDD, soit 2 fois moindre que chez ceux en CDI (5,5%).

Le Grand Est reste la région la plus touchée, avec le taux d'absentéisme (6,8%, en hausse de 9%), la prévalence (47,65% des salariés ayant eu au moins un arrêt dans l'année) et la fréquence les plus élevés (1,87% arrêt par salarié). Les Hauts de France (taux d'absentéisme de 6,4% en hausse de 8%) et la Bourgogne Franche-Comté (5,9% en hausse de 7%) se situent respectivement à la deuxième et troisième

Ecrit par le 22 décembre 2024

place parmi les régions les plus impactées par l'absentéisme.



« 2022 a été marquée par une explosion du nombre de salariés qui s'arrêtent, quels que soient leur secteur, âge, catégorie socio-professionnelle, ou genre... Face à cette accélération de l'absentéisme, l'engagement, voire le réengagement, ainsi que la fidélisation seront les grands défis à relever pour les entreprises. Elles devront faire évoluer le modèle de la relation entreprise / collaborateur pour répondre aux attentes des nouvelles générations en matière de partage de la valeur, d'impact social et environnemental, d'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle, de flexibilité du travail et de management... Il s'agira, en outre, de rassurer les 'anciennes générations' dans un contexte économique incertain marqué par la digitalisation des entreprises, l'inflation, la hausse des taux, la réforme des retraites, ou encore le transfert de charges de la Sécurité Sociale... » précise Noémie Marciano, directrice placement & actuariat health & benefits chez WTW en France.

Le baromètre de l'absentéisme dans le secteur privé est disponible [ici](#).

Méthodologie

Baromètre sur l'absentéisme dans le secteur privé - Edition 2023

L'étude a été menée auprès de 343 775 salariés issus de 633 entreprises du secteur privé sur une période de 4 ans, à travers les données issues des Déclarations Sociales Nominatives (DSN).

Pourquoi les femmes finissent leurs vacances

Ecrit par le 22 décembre 2024

d'été moins reposées que les hommes ?



Alors que les vacances approchent de la fin, l'Ifop et le site [Bons plans Voyage New York](#) publient une étude menée auprès de 2 000 personnes qui montre que ces congés d'été n'ont pas été de tout repos pour tout le monde, en particulier pour des femmes sur qui pèse la charge mentale à la fois sur leur lieu de villégiature - où elles gèrent l'essentiel du travail domestique et parental - mais aussi au retour où elles assument le gros du stress et des tâches liées à la rentrée : valise à boucler, linge à laver, fournitures scolaires à acheter... L'analyse de l'étude montre ainsi que le partage inégalitaire des corvées domestiques observé toute l'année se prolonge (voire s'amplifie) pendant les vacances au point que nombre de femmes entament la rentrée dans un état physique et psychologique plus dégradé que leur conjoint.

Fatigue à la fin des congés et stress de la rentrée : des difficultés physiques et psychologiques très genrées

Contrairement aux idées reçues, les congés d'été ne sont pas de tout repos pour tout le monde, en particulier pour les femmes qui, globalement, achèvent leurs congés beaucoup plus fatiguées et stressées

Écrit par le 22 décembre 2024

que les hommes.

À la fin de leurs congés, les femmes s'avèrent beaucoup plus fatiguées (70%) que les hommes (57%), notamment lorsque leur mode d'hébergement ne leur permettait pas - comme dans un hôtel ou un club de vacances par exemple - de déléguer à autrui la gestion des tâches du quotidien (ex : repas). Leur niveau de fatigue est ainsi plus marqué chez les femmes ayant séjourné dans leur résidence secondaire ou dans une location : 71%, soit une vingtaine de points de plus que chez leur conjoint (52%). A la fin de cette période, pourtant associée à la détente et au repos, les femmes en couple hétérosexuel sont également nettement plus stressées (53%) que les hommes (39%), signe qu'elles ont plus de mal à couper avec les soucis du quotidien que leurs conjoints.

Q : Très franchement, à la fin de ces vacances, diriez-vous que vous êtes... ?

Base : personnes en couple hétérosexuel parties en vacances

Proportion d'estivant(e)s en couple se disant...



Réponses de l'ensemble des Français

Fatigué(e)
64%



Stressé(e)
46%

Réponses des femmes

Réponses des hommes



Réponses en fonction du sexe des estivant(e)s ayant séjourné dans leur résidence secondaire ou dans une location



Afin de pouvoir comparer les résultats en fonction du genre des personnes interrogées, les données de certaines questions ont été filtrées uniquement sur les couples hétérosexuels, sachant que les effectifs sont insuffisants pour observer les résultats auprès des couples homosexuels.

© IFOP 2023 | 4

Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

A l'inverse, dans les couples partis en vacances avec leurs enfants, les hommes sont deux fois plus nombreux (56%) que les femmes (28%) à reconnaître qu'ils se sont plus reposés que leur conjointe durant les vacances.

Et dans les couples ayant séjourné avec des enfants dans une résidence qui leur est propre, la proportion d'hommes se sentant plus reposés que leur conjointe est encore plus élevée : 67% contre à peine 34% chez les femmes. Le statut parental (nombre et âge des enfants) et le mode d'hébergement jouent donc beaucoup dans la difficulté des Françaises à recharger les batteries autant que leur conjoint.

Écrit par le 22 décembre 2024

Q : Très franchement, à la fin de ces vacances, diriez-vous que vous êtes plus reposé(e) que votre conjoint ?

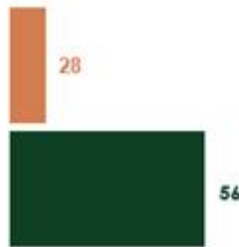
Base : personnes en couple hétérosexuel parties en vacances

Proportion d'estivant(e)s se sentant plus reposé(e)s que leur conjoint parmi...

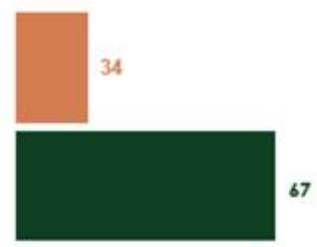


... les estivant(e)s parti(e)s en couple avec des enfants

41



Réponses en fonction du sexe des estivant(e)s ayant séjourné dans leur résidence secondaire ou dans une location



Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Mais cette difficulté de la gent féminine à se reposer durant leurs congés est aussi beaucoup plus grande parmi les femmes des milieux modestes ou surchargées de travail domestique.

Si en moyenne, 36% des femmes n'ont pas pu se débarrasser du stress lié à la gestion de leur vie de famille durant ces congés, leur proportion est encore plus élevée dans les rangs des femmes faisant beaucoup plus de tâches domestiques que leur conjoint : 54%, contre 19% chez celles qui ont fait moins que leur partenaire. De même, la proportion de femmes n'ayant pas pu se reposer comme elles l'imaginaient avant de partir est beaucoup plus forte dans les rangs des femmes ayant peu de moyens financiers (moins de 100 € sur le compte bancaire à la fin des vacances).

Q : Durant ces vacances, avez-vous eu le sentiment d'avoir... ?

Base : femmes en couple hétérosexuel ayant effectué un séjour durant l'été 2023



... pu se reposer comme vous l'imaginiez avant de partir

38



... pu vous débarrasser du stress lié à (...) la gestion de la vie de famille/couple

36



... eu du temps pour prendre soin de vous

35



... pu « décompresser » / déconnecter de votre vie professionnelle

26

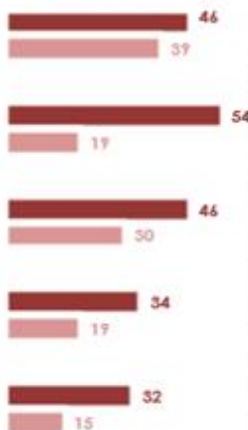


... pu profiter des bons moments des vacances

23

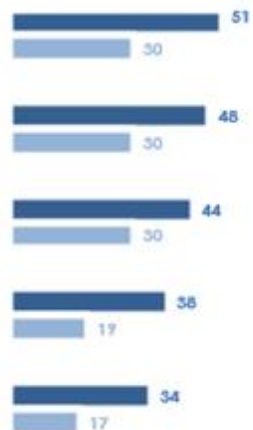
- ZOOM -
En fonction de la répartition des tâches domestiques dans le couple

Proportion parmi les femmes qui en font...
En fait plus que le conjoint
En fait moins que le conjoint



- ZOOM -
En fonction de l'état du compte bancaire après les congés

Proportion parmi les femmes à qui il...
Reste moins de 100 euros
Reste plus de 200 euros



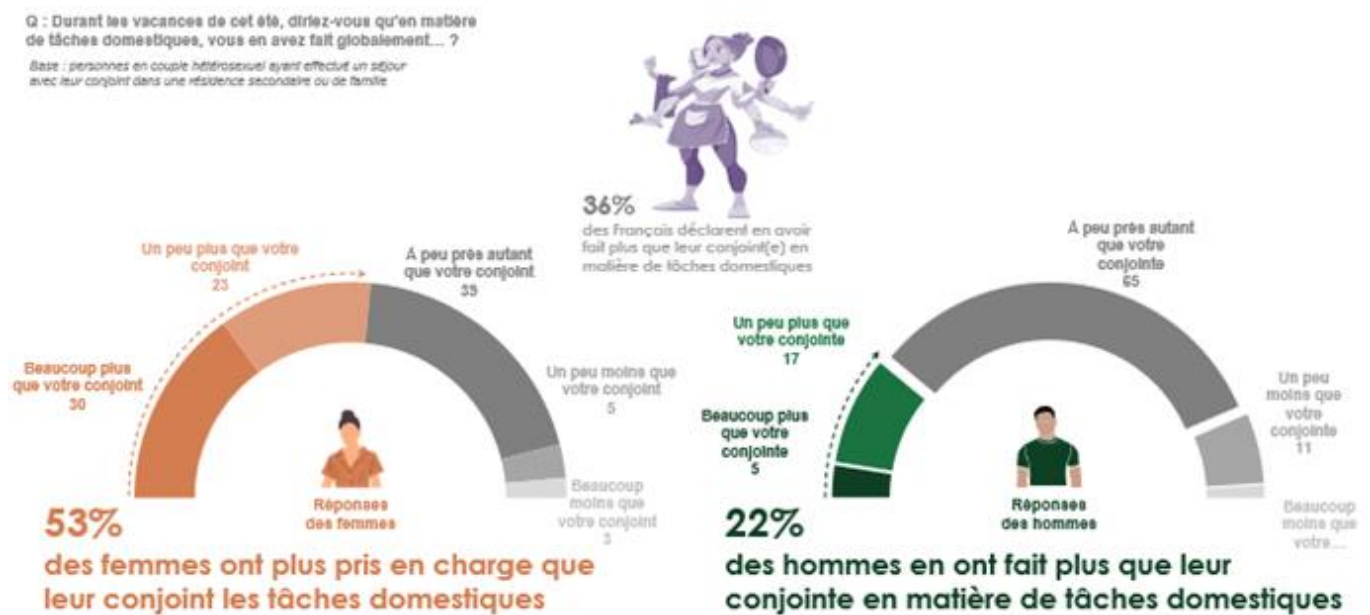
Ecrit par le 22 décembre 2024

Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Un différentiel de fatigue entre les sexes lié à une inégale répartition des tâches domestiques durant les congés

Cette différence de fatigue entre les sexes tient au fait que les femmes parties en couple cet été ont assumé globalement beaucoup plus de tâches domestiques que leur conjoint durant les vacances.

Alors qu'on aurait pu s'attendre à un plus fort investissement des hommes dans leur foyer durant cette période propice au repos, le surcroît de travail domestique observé toute l'année dans la gent féminine se prolonge durant les vacances d'été. En effet, la division des tâches et des rôles entre hommes et femmes continue à présenter des traits inégalitaires si l'on en juge par la proportion de Françaises qui déclarent globalement en faire « plus » que leur conjoint en matière de tâches domestiques : 53% contre 39% qui disent en faire « à peu près autant » et seulement 8% qui se prévalent d'en faire « moins » que lui.



Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Et la surcharge du travail domestique des femmes se retrouve dans toutes les tâches liées à l'organisation du séjour au quotidien, notamment dans la gestion du linge et des repas.

Fruit d'un conditionnement de genre qui assigne les femmes à la sphère domestique, cette inégale répartition des tâches transparait avant tout dans ce qui relève de la « bonne tenue » intérieure de leur lieu de villégiature : 69% des femmes en couple (hétérosexuel) se sont occupées du linge (contre à peine 11% des hommes selon leurs dires), 47% du ménage (contre 10% des hommes) et 47% de faire le lit du couple.

De même, durant ces congés d'été, l'activité culinaire est restée inlassablement une affaire de femmes...

Ecrit par le 22 décembre 2024

Par exemple, la préparation du plat principal a incombé très nettement aux femmes (48%, contre 28% des hommes). Et le surcroît de travail féminin dans l'élaboration des repas est général, exception faite de la cuisson des aliments au barbecue qui reste l'apanage de la gent masculine (à 51%, contre 25% des femmes).



Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

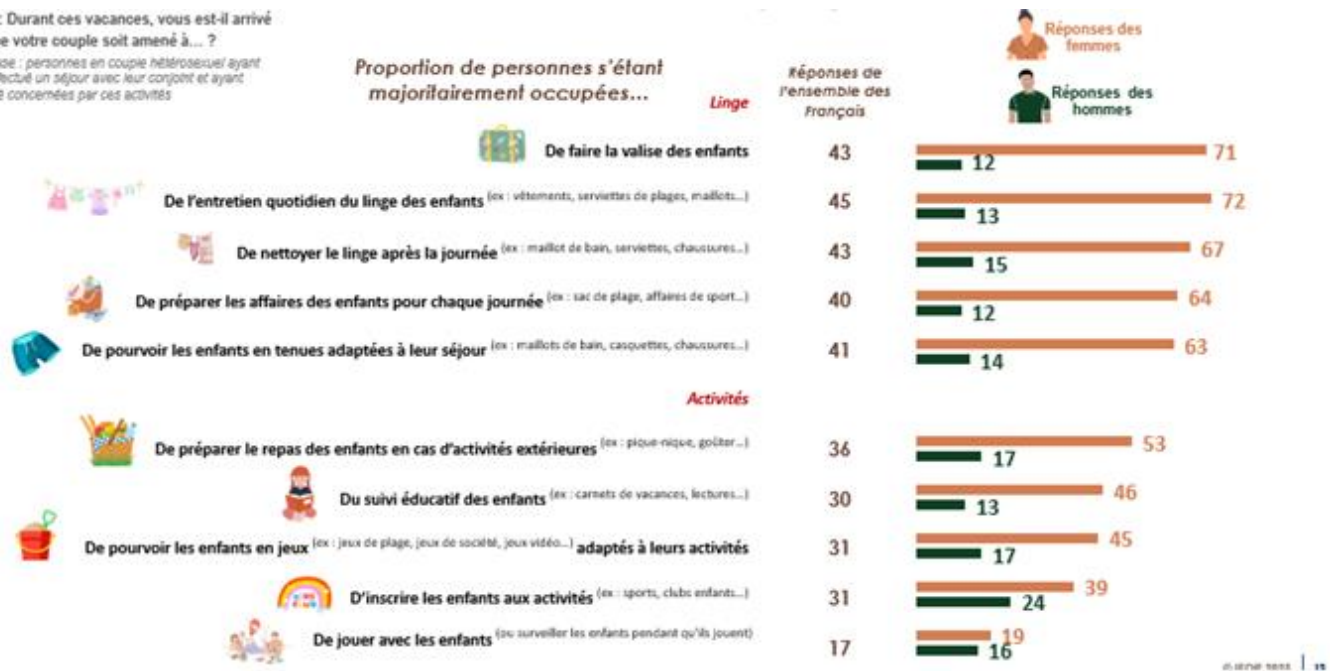
Mais c'est chez les couples partis en congés avec des enfants que l'inégale répartition des tâches parentales entre hommes et femmes est la plus criante.

Effectivement, les marqueurs de l'iniquité vacancière entre les sexes sont encore plus frappants dès lors qu'il s'agit de s'occuper des enfants ou bien de planifier leurs activités quotidiennes en vacances. Parmi les personnes en couple qui sont parties cet été avec leurs enfants, ce sont les femmes qui se sont massivement chargées de faire leurs valises (71%, contre 12% des pères), de l'entretien quotidien de leur linge (72%, contre 13%) ou de préparer leurs repas en cas d'activités extérieures (53%, contre 17%). De même, elles se sont beaucoup plus occupées (46%) que leur conjoint (13%) du suivi éducatif. La seule activité partagée à part égale entre hommes (16%) et femmes (19%) est une activité ludique - valorisée comme des bons moments parents-enfants -, à savoir le fait de jouer avec les enfants.

Ecrit par le 22 décembre 2024

Q : Durant ces vacances, vous est-il arrivé que votre couple soit amené à... ?

Base : personnes en couple hétérosexuel ayant effectué un séjour avec leur conjoint et ayant été concernées par ces activités



Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

La difficulté à décompresser est aussi liée au stress de la rentrée, plus fort chez les femmes qui gèrent l'essentiel des tâches liées au retour des vacances

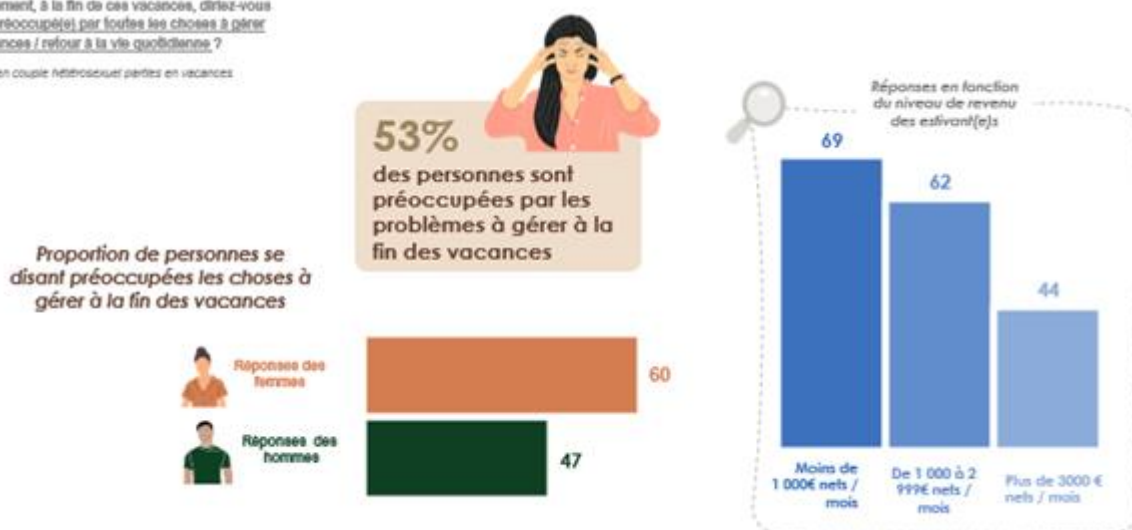
La différence de stress entre les sexes est, elle aussi, à mettre en perspective avec les « soucis de la rentrée », source de préoccupation beaucoup plus lourde pour les femmes et les Français(es) aux revenus les plus modestes.

Si la rentrée scolaire, universitaire ou professionnelle est une source de stress et d'anxiété pour plus d'un Français sur deux partis en vacances (53%), la perspective d'un retour à la vie quotidienne et à ses problèmes constitue une source de préoccupation beaucoup plus lourde pour la gent féminine : 60% des femmes parties en congés cet été avec leur conjoint se disent préoccupées par les problèmes à gérer à la fin des vacances, contre 47% des hommes. Et très logiquement, ce type de stress affecte encore plus les catégories populaires (jusqu'à 69% des personnes aux revenus inférieurs à 1 000 € nets/mois).

Écrit par le 22 décembre 2024

Q : Très franchement, à la fin de vos vacances, diriez-vous que vous êtes préoccupé(e) par toutes les choses à gérer à la fin des vacances / retour à la vie quotidienne ?

Base : personnes en couple rétrosculptées parties en vacances



Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Il est vrai que les femmes assument l'essentiel des tâches parentales relatives à la fin des vacances : valise à boucler, linge à laver, fournitures scolaires à acheter, recherche de garde d'enfants...

Le sur-stress féminin observé en fin de congés s'explique aussi par le fait que l'essentiel des tâches liées au retour à la vie quotidienne est géré pour l'essentiel par les femmes. C'est particulièrement le cas de la gestion de la valise du retour - réalisée par 65% des femmes - ou du nettoyage du linge au retour de congés mené par 74% des femmes (contre 10% des hommes). Mais c'est aussi net en ce qui concerne l'achat des fournitures scolaires (géré à 64% par les femmes) ou l'inscription des enfants dans diverses activités (géré à 55% par les femmes). Seule la recherche d'une solution de garde des enfants le soir est une tâche prise en charge de manière relativement équilibrée.

Écrit par le 22 décembre 2024

Q : A la fin de ces vacances, votre couple a-t-il été (ou va-t-il être) amené à... ?

Base : personnes en couple hétérosexuel parties en vacances avec leur conjoint et concernées par ces activités



Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Les réponses des femmes montrent qu'elles assument massivement la gestion de la valise et le lavage du linge au retour.

Q : A la fin de ces vacances, votre couple a-t-il été (ou va-t-il être) amené à... ?

Base : femmes en couple hétérosexuel parties en vacances avec leur conjoint et concernées par ces activités



Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Mais le stress en fin de congés n'est pas forcément lié qu'à une situation de « burn-out domestique ». Il

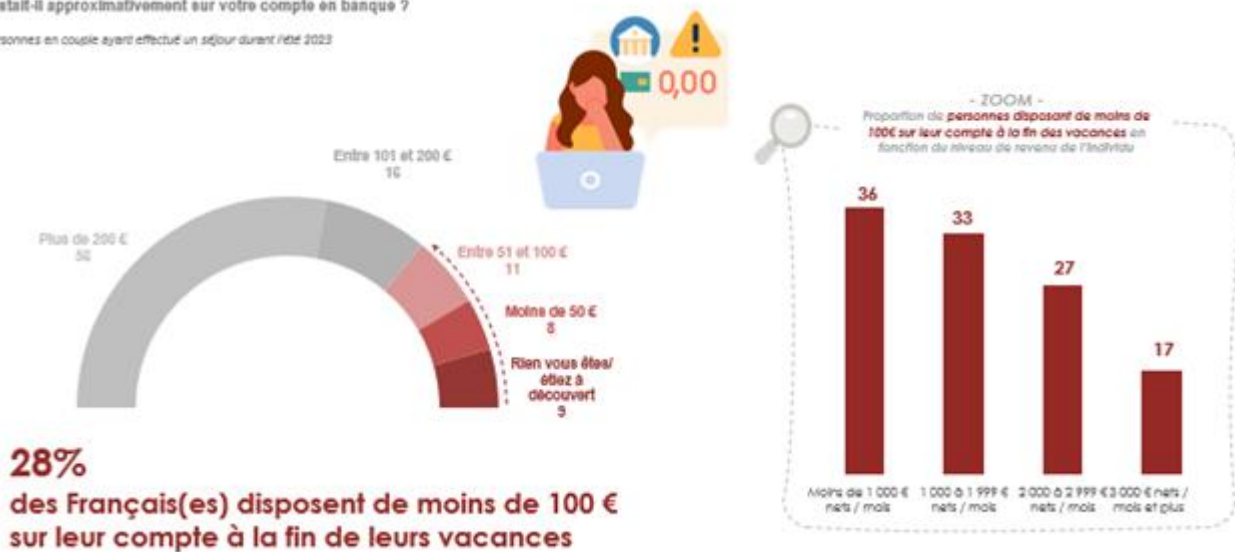
Ecrit par le 22 décembre 2024

est aussi à relier au fait que les estivants sont nombreux à finir les vacances dans une situation de stress financier et ceci alors même qu'ils appartiennent souvent à la frange la plus aisée de la population.

Plus d'un Français sur quatre (28%) ont fini leurs congés avec moins de 100 € sur leur compte bancaire, 9% d'entre eux déclarant même avoir fini leurs vacances à découvert. Et très logiquement, cette situation est beaucoup plus fréquente dans les rangs des personnes aux revenus les plus modestes : 36% des personnes ayant des revenus inférieurs à 1 000 € nets/mois disposaient de moins de 100 € sur leur compte bancaire à la fin de leurs vacances.

Q : A la fin du mois où vous avez pris vos vacances, combien vous restait-il approximativement sur votre compte en banque ?

Base : personnes en couple ayant effectué un séjour durant l'été 2023



Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Le « bon plan » durant les vacances : un moyen d'alléger les tensions au sein du couple et d'éviter le découvert à la rentrée

Dans ce contexte inflationniste où les difficultés financières pèsent sur le moral Français(es) y compris en fin de congés, les solutions permettant d'alléger la facture ont naturellement le vent en poupe : plus d'un estivant sur trois (35%) a bénéficié cette année d'un « bon plan » durant ces vacances.

Écrit par le 22 décembre 2024

2 : Au cours de ces vacances d'été, vous est-il arrivé de bénéficier d'un « bon plan », par exemple en matière de logement, de transport (ex : billets, voiture, rétros...) ou d'activités (ex : sorties, visites...) ?

Base : personnes en couple ayant effectué un séjour durant l'été 2023



Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Et très majoritairement, ces estivants ayant bénéficié d'un « bon plan » saluent ses effets positifs sur leurs vacances ! 86% reconnaissent qu'ils ont amélioré leur moral et leur plaisir d'être en vacances et les deux tiers (63%) qu'il a joué un rôle important dans leur décision de prendre ces vacances.

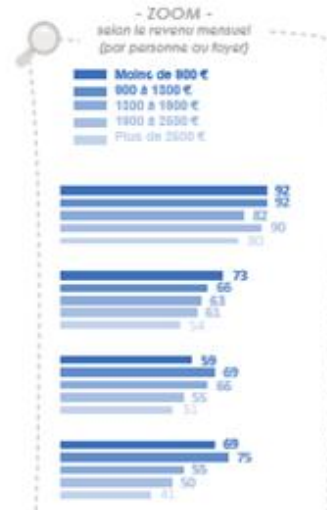
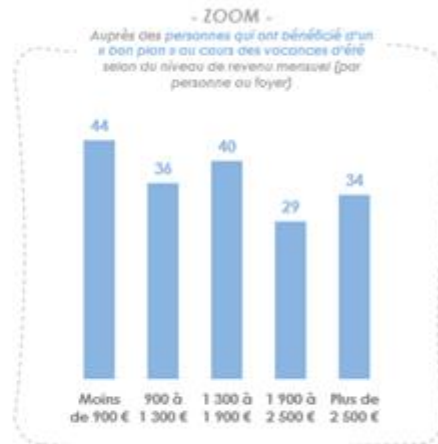
2 : Et diriez-vous que le(s) « bon(s) plan(s) » dont vous avez bénéficié durant ces vacances d'été... ?

Base : personnes en couple ayant effectué un séjour durant l'été 2023 ayant bénéficié d'un « bon plan »

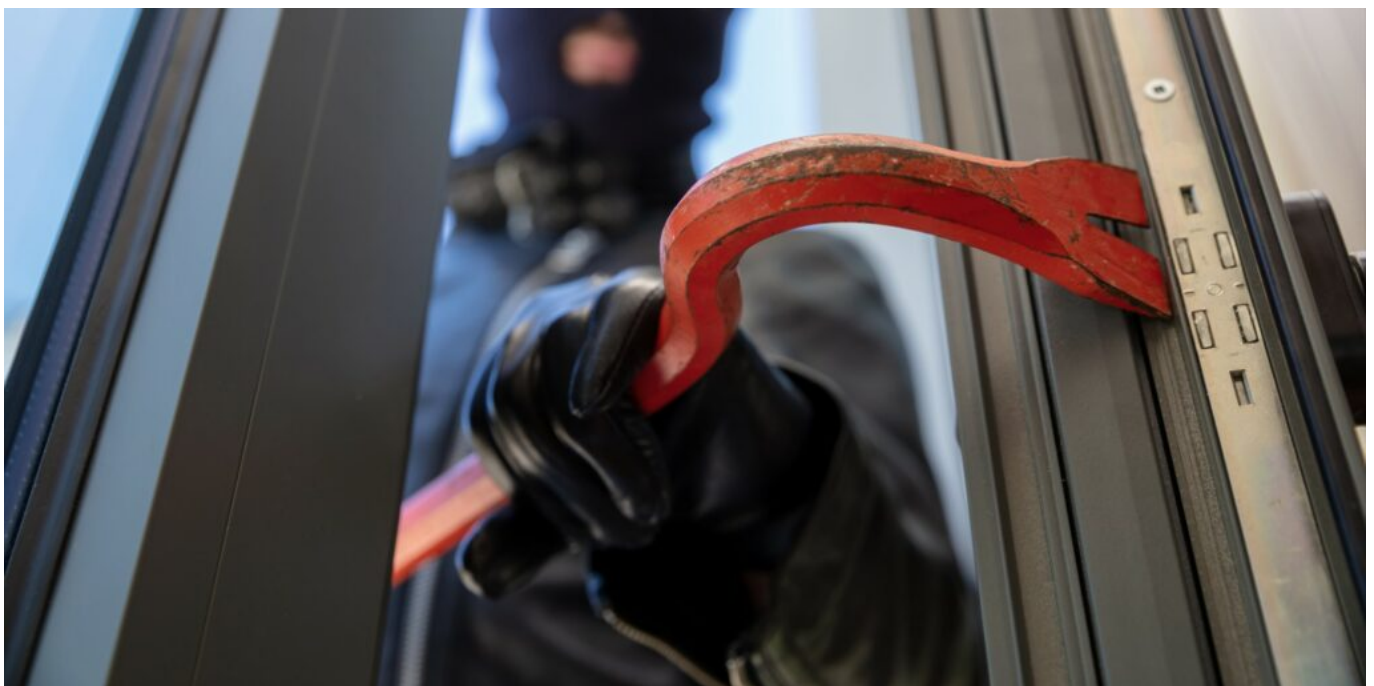


Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Étude Ifop pour [Bons Plans Voyage New York](#) réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 21 août 2023 auprès d'un échantillon de 2 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, incluant 1 364 personnes en couple.



6 habitants du Sud-Est sur 10 craignent d'être cambriolés cet été



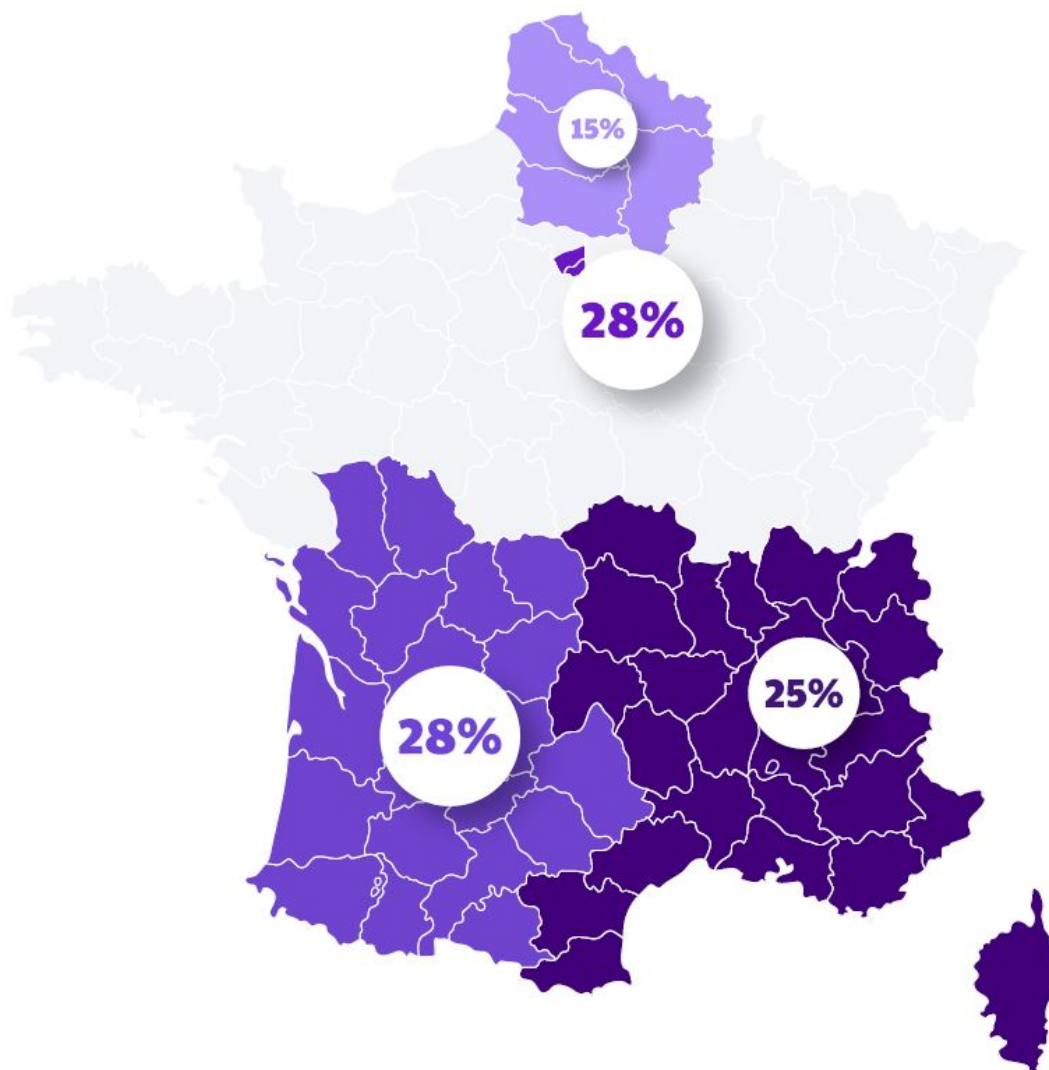
Pas de trêve estivale pour les cambrioleurs, bien au contraire. Plus d'un quart des cambriolages ont lieu en juillet et août, quand les logements sont désertés pour les vacances. A l'heure des grands départs, [Leocare](#), en partenariat avec [Poll&Roll](#), a interrogé les habitants du Sud-Est sur leur expérience des cambriolages et leur crainte d'en être victimes au moment de laisser leur habitation vide pour quelques jours ou semaines de villégiature.

1 habitant du Sud-Est sur 5 a déjà été cambriolé

En France, un cambriolage a lieu toutes les deux minutes, selon l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). 25% des habitants du Sud-Est ont déjà été cambriolés, dont 6% à plusieurs reprises, selon l'étude menée par [Leocare](#).

Néanmoins, toutes les régions ne sont pas égales face au risque de cambriolage. En chiffres bruts, c'est Paris qui est la plus affectée (28%), devant [le Sud](#) (26%), en particulier le Sud-Ouest (28%) et le Sud-Est (25%). Le Nord semble, à l'inverse, plus épargné (15%).

Ecrit par le 22 décembre 2024



Les régions les plus affectées par les cambriolages © Leocare en partenariat avec Poll&Roll

Les personnes âgées sont également davantage touchées : 38% des habitants du Sud-Est âgés de plus de 66 ans ont déjà vécu un cambriolage, dont 14% à plusieurs reprises.

Manque de protection des habitations

Autre enseignement du sondage, les habitants du Sud-Est investissent peu dans les dispositifs de protection de leur habitation. 73% des victimes indiquent en effet que leur logement n'était pas équipé d'un quelconque système de sécurité avant leur cambriolage.

« Entre deux dépenses, l'une plaisir, l'autre contrainte, on opte généralement pour la première. Or, de toute évidence, un vitrage de sécurité et des serrures blindées ne sont pas des achats plaisir... La plupart des propriétaires ont donc tendance à s'équiper une fois qu'ils ont été victimes d'un cambriolage et non

Ecrit par le 22 décembre 2024

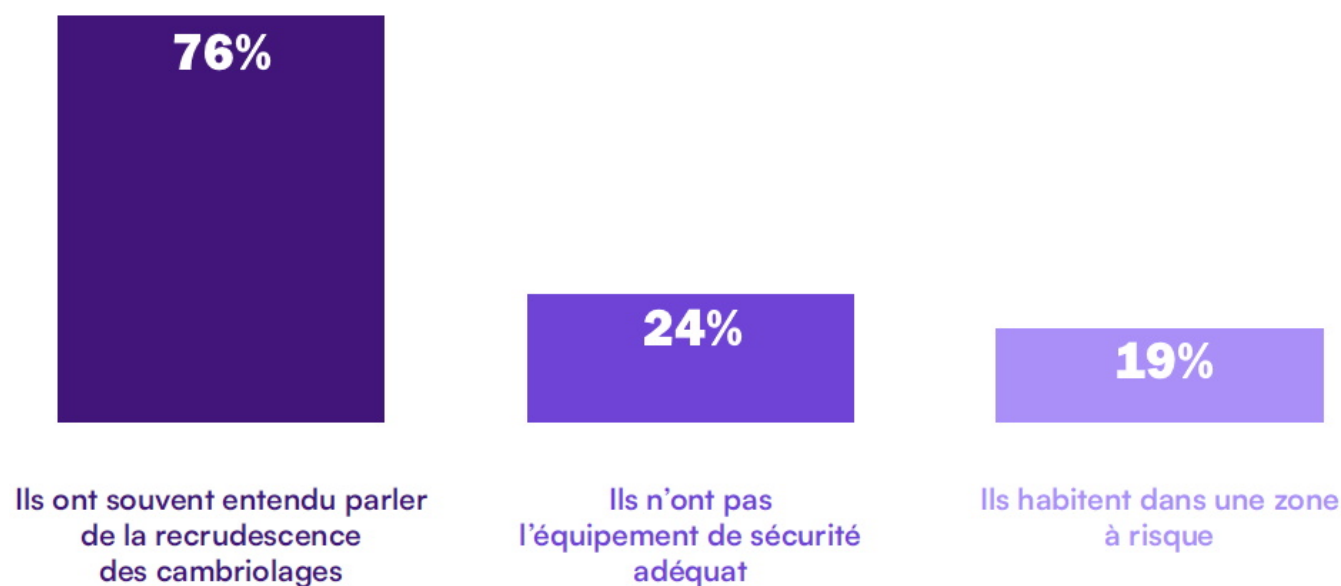
avant », explique Christophe Dandois CEO et co-fondateur de Leocare.

[Lire également - « Prévention des cambriolages : les conseils de la gendarmerie de Vaucluse »](#)

Cambriolages : la grande peur de l'été

Le manque de protection contre les intrusions est d'autant plus étonnant que les Français manifestent, par ailleurs, une forte anxiété à l'idée d'abandonner leur domicile pendant les vacances. Ainsi, 61% des habitants du Sud-Est craignent d'être cambriolés cet été, un chiffre qui grimpe à 65% au niveau national et à 71% chez ceux qui partent à l'étranger, dans un pays européen.

Cette peur, bien ancrée, est favorisée par trois grands facteurs : avoir souvent entendu parler d'une recrudescence estivale des actes de cambriolage (76%), ne pas disposer d'un système de sécurité suffisant contre les effractions (24%) ou encore résider dans une zone à risques (19%). L'inquiétude s'avère également corrélée au fait d'avoir déjà été cambriolé dans le passé (16%).



Pourquoi les habitants du Sud-Est sont-ils anxieux lorsque l'on parle de cambriolage ?

Partir en vacances en étant bien assuré !

Enfin, quand on demande aux habitants du Sud-Est quelle solution leur semble la plus efficace pour quitter son logement en toute sérénité, les réponses sont partagées. La moins coûteuse, à savoir demander à des proches de passer régulièrement et de surveiller l'habitation, a la faveur de 30% des sondés. L'installation d'une alarme et le recours à un système de vidéo-surveillance sont de leur côté plébiscités par respectivement 25% et 21% des personnes interrogées.

Ecrit par le 22 décembre 2024

On notera aussi que 17% des habitants du Sud-Est envisagent de renforcer le niveau de garantie de leur contrat d'assurance habitation à l'approche de leurs vacances pour sécuriser leur logement. Un chiffre à mettre en parallèle avec un autre : 25% des propriétaires estiment ne pas être suffisamment couverts contre les cambriolages. « 56% des habitants du Sud-Est ne font pas régulièrement le point sur leur niveau de garantie cambriolages. Pourtant, bien choisir son niveau de garantie est indispensable ! Une assurance habitation insuffisante peut avoir des conséquences désastreuses, non seulement en cas de cambriolage, mais aussi d'incendie ou de dégradations », conclut Christophe Dandois.

[Lire également - « Test : la gendarmerie vous propose d'évaluer le risque cambriolage de votre domicile »](#)

Méthodologie : cette étude a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 à 66 ans et plus (4 catégories : 18-34 ans, 35-49 ans, 50-65 ans, 66 ans et plus). Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire anonyme (10 questions) en ligne du 28 au 30 juin 2023.

Atteignant un taux de 5,76%, l'absentéisme est reparti à la hausse en 2022

Ecrit par le 22 décembre 2024



Le Groupe APICIL publie les résultats de la 2ème édition de son Observatoire des arrêts de travail.

Après une crise sanitaire majeure qui a bouleversé les organisations, quels impacts sur le niveau des absences des salariés français ? Après une baisse entre 2020 et 2021, l'absentéisme est reparti à la hausse en 2022, tous secteurs et populations confondus. Cette tendance de fond concerne l'ensemble des salariés, et tout particulièrement les plus âgés et les plus anciens en poste. Un point d'attention doit cependant être porté sur les plus jeunes, qui sont beaucoup plus nombreux à s'absenter qu'en 2021, et sur les arrêts de courte durée. C'est ce que révèle la 2ème édition de l'Observatoire des arrêts de travail réalisé par le Groupe APICIL, 3ème groupe français de protection sociale. Ce rapport, qui étudie les ressorts de l'absentéisme, a été mené auprès de plus de 53 000 entreprises représentant plus d'un million de salariés du secteur privé sur la période 2021-2022.

Un taux global d'absentéisme en hausse et un point d'attention sur les plus jeunes

En 2022, l'absentéisme atteint un taux de 5,76%, soit une hausse de 0,76 point par rapport à 2021. En outre, plus d'un salarié sur trois (35%) a bénéficié d'au moins un arrêt de travail au cours de l'année, une proportion qui augmente fortement puisqu'elle était de près de 28% en 2021, soit un accroissement de +7,35 points. Un absentéisme qui concerne de plus en plus les salariés entre 30-39 ans avec près de 39% d'entre eux qui ont eu au moins une absence en 2022, un taux en progression de +8,50 points. A noter un point d'alerte concernant les salariés de moins de 30 ans dont la part de ceux ayant eu un arrêt atteint

Ecrit par le 22 décembre 2024

32%, un niveau plus élevé que chez les salariés de plus de 60 ans (24%).

Arrêts de travail de longue durée : une surreprésentation des pathologies psychologiques

Entre 2021 et 2022, la durée moyenne globale des arrêts de travail est 22,13 jours par salarié, en diminution de -20% alors que les arrêts de courte durée compris entre 3 à 7 jours augmentent de +8,54 points pour atteindre un taux de 36,73%. Une hausse qui peut s'expliquer par l'évolution du rapport au travail des salariés français dans une ère post-COVID. La crise sanitaire a, en effet, généré chez eux de nouvelles aspirations, tels une quête de sens en lien avec les enjeux sociétaux, un besoin de reconnaissance, de fortes attentes en termes de conciliation des temps entre vie professionnelle et vie privée... qui constituent autant de potentielles sources de désengagement. Concernant les arrêts de travail de plus de 30 jours suivis par la cellule médicale APICIL, la durée moyenne est passée de 220 à 300 jours entre 2021 et 2022, essentiellement du fait de la représentativité des pathologies psychologiques (12 mois d'arrêt de travail en moyenne pour les dépressions).

Comme en 2021, 92% des arrêts de travail sont dus à une maladie. Cependant, la maladie professionnelle reste le motif d'absence dont la durée est la plus longue (91 jours en moyenne). Les maladies professionnelles ont pour principale cause les troubles musculosquelettiques (TMS), d'où l'importance de déployer des actions de prévention. En effet selon l'Assurance Maladie, 86% des 47 398 maladies professionnelles prises en charge en 2021 sont des TMS. A noter également que 1 566 d'entre elles relèvent de maladies psychiques, soit 9% de plus qu'en 2020.

Les pathologies psychologiques sont d'ailleurs devenues, entre 2020 et 2022, la première cause d'arrêt de travail sur les arrêts supérieurs à 30 jours suivis par la cellule médicale APICIL. Elles représentent 35% des arrêts suivis chez les moins de 30 ans, devant les TMS à 29%, eux aussi en progression significative sur cette tranche d'âge. Chez les plus de 30 ans, les affections psychiques frôlent les 40 %, suivies de près par les TMS qui représentent 35 % des dossiers suivis.

Une crise sanitaire qui a laissé des traces sur les métiers les plus exposés

En 2022, les segments de population les plus à risques face à l'absentéisme, tant en volume qu'en durée des arrêts, sont :

- Les femmes : une durée moyenne de 22,90 jours et un taux d'absentéisme de 6,57%
- Les seniors : une durée moyenne de 31,85 jours et un taux d'absentéisme de 6,47%
- Les collaborateurs ayant plus de 10 ans d'ancienneté : une durée moyenne de 26,54 jours et un taux d'absentéisme de 6,54%
- Les salariés à faible qualification : une durée moyenne de 23,91 jours et un taux d'absentéisme de 8,41%

Le genre, l'âge, l'ancienneté et le métier exercé demeurent donc des facteurs déterminants en matière de risques, un phénomène qui pousse à agir de façon ciblée et adaptée à chaque population. Les salariés seniors et ceux ayant le plus d'ancienneté restent vulnérables, un constat qui rappelle la nécessité de prévenir l'usure professionnelle, un enjeu d'autant plus fort dans le contexte d'allongement de la durée du travail. Preuve en est, selon une étude de la Dares de mars 2023, en France, en 2019, 37% des

Ecrit par le 22 décembre 2024

salariés ne se sentaient pas capables de tenir dans leur travail jusqu'à la retraite. L'exposition à des risques professionnels, physiques ou psychosociaux, tout comme un état de santé altéré, vont de pair avec un sentiment accru d'insoutenabilité du travail.

Le secteur enregistrant le plus fort taux d'absentéisme est celui de la santé, de l'économie sociale et de l'éducation (7,44%, en hausse de +0,21 point). Selon une étude de l'Insee, ces métiers, dits essentiels, sont ceux pour lesquels l'intensité du travail et les exigences émotionnelles se sont fortement accrues suite à la crise sanitaire.

Le secteur du transport et du commerce arrive en 2e position (6,36%, en augmentation de +1,52 points), deux secteurs dont les conditions de travail ont été particulièrement éprouvées ces derniers temps et qui sont touchés par les affections psychiques et les TMS.

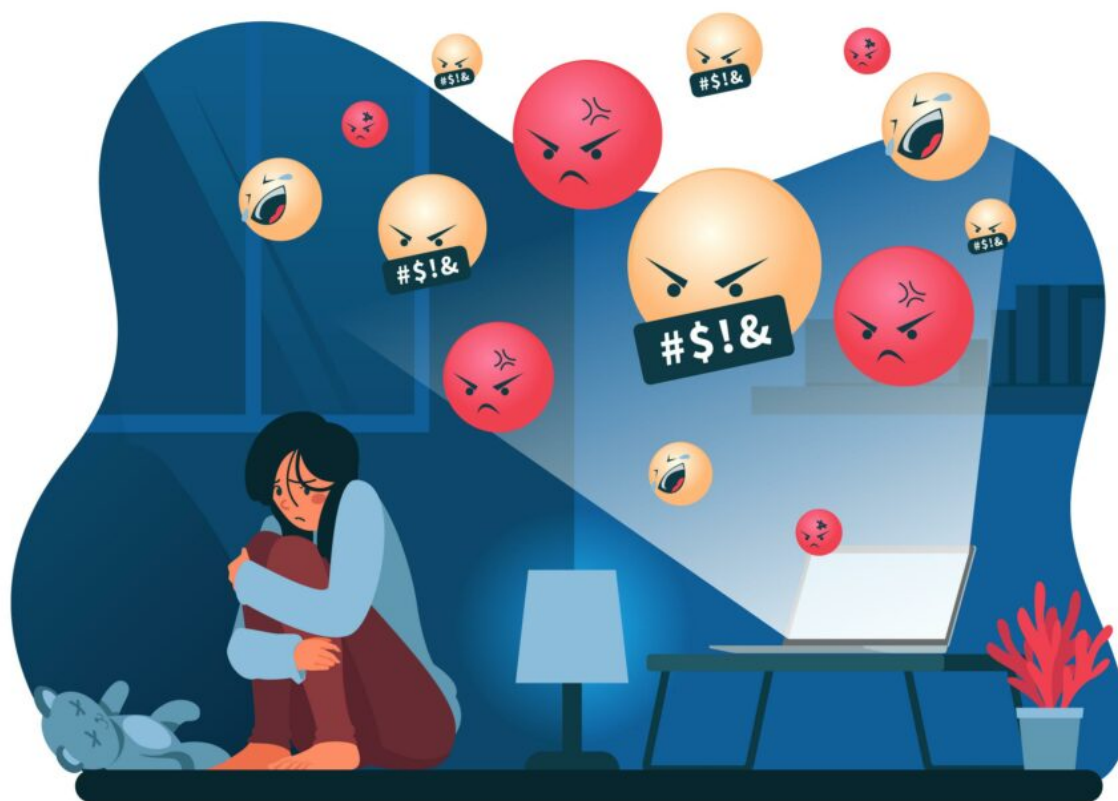
« La dégradation de l'état de la santé mentale des Français, leur nouveau rapport au travail, un marché de l'emploi propice à la mobilité professionnelle et aux réorientations...sont autant d'éléments qui permettent de comprendre ce retour à la hausse de l'absentéisme en 2022. Un tel contexte mouvant qui rappelle également les nouveaux défis que les organisations doivent relever pour continuer à attirer et fidéliser leurs collaborateurs. Le Groupe APICIL en a toujours été convaincu : plus que jamais les actions en faveur de la prévention et de la Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT) sont des leviers pour agir et doivent être au cœur des stratégies des entreprises. » estime **Thomas Perrin, Directeur Général Adjoint Services du Groupe APICIL.**

L'Observatoire des arrêts de travail est disponible [ici](#) et une infographie [ici](#).

Méthodologie : l'Observatoire des arrêts de travail a été réalisé sur la base de plus de 53 000 entreprises clientes du Groupe APICIL, ce qui représente plus d'un million de salariés du secteur privé, sur l'ensemble du territoire français, à travers les données déclarées en 2021 et 2022 via la Déclaration Sociale Nominative (DSN). Les taux d'absentéisme ont été calculés selon la méthode calendaire. Les arrêts de travail pris en compte sont la maladie, la maladie professionnelle, l'accident sur le trajet du travail, l'accident professionnel et le temps partiel thérapeutique (aménagement temporaire de la durée du travail permettant de reprendre progressivement une activité professionnelle). L'Observatoire s'est enrichi cette année avec des données de gestion anonymisées issues de la cellule médicale du Groupe APICIL, qui suit les arrêts de travail au-delà de 30 jours faisant l'objet d'une indemnisation complémentaire par le régime de prévoyance collectif, avec l'éventuel déclenchement d'un accompagnement au retour à l'emploi.

Ecrit par le 22 décembre 2024

Harcèlement sur les réseaux sociaux : plus d'un tiers des 25-34 ans en a déjà été victime



Alors que le Sénat a définitivement adopté, jeudi 29 juin, l'obligation pour les réseaux sociaux de vérifier l'âge de leurs utilisateurs et de réclamer l'accord des parents quand ils ont moins de 15 ans, les zOOMs de l'Observatoire Cetelem, accompagnés par Harris Interactive, s'intéressent dans ce troisième volet d'enquête de la thématique « Les réseaux sociaux, pour le meilleur et pour le pire » aux dérives associées à ces canaux.

Des menaces hiérarchisées différemment selon les générations

Si les réseaux sociaux font désormais partie du quotidien d'une grande partie des Français, ils sont loin d'être inoffensifs à leurs yeux : fake news et complotisme, publicités mensongères, harcèlement et violence verbale... Autant de risques associés aux réseaux sociaux par plus des ¾ d'entre eux.

Ecrit par le 22 décembre 2024

Les problèmes de santé, comme l'addiction (75%), la sédentarité (63%), les troubles du sommeil (55%) et l'anxiété (53%) sont aussi associés à ces canaux d'information. Mais ce sont les risques de piratage et de violation de la vie privée qui sont les plus redoutés : près d'1 Français sur 2 (respectivement 49% et 48%) les citent parmi les 3 dangers qu'ils craignent le plus, le 3ème risque le plus redouté étant le harcèlement (46%).

Une hiérarchie qui diffère selon les âges. En effet, les Français de 65 ans et plus évoquent en premier lieu les tentatives de piratage (65%), loin devant le harcèlement et la violence verbale (41%). À l'inverse, les 15-24 ans redoutent d'abord le harcèlement (50%), devant la violation de la vie privée (39%), le piratage des données et l'addiction (36%).

Plus d'1 Français sur 5 (23%) estime avoir déjà été victime de harcèlement, et jusqu'à 37% chez les 25-34 ans. 28% affirment que « beaucoup de personnes de leur entourage » y ont déjà été confrontées, ce chiffre étant nettement plus élevé parmi les 25-34 ans (48%) que dans les autres tranches d'âge. Et ils sont 9 sur 10 (90%) à y voir un problème grave, qui peut toucher tout le monde sans distinction (86%).

L'addiction, un risque peu considéré

Plus de 8 Français sur 10 (81%) identifient l'addiction aux réseaux sociaux comme un problème de santé publique, au même titre que l'alcool et le tabac, et 80% estiment que tout le monde peut être concerné sans distinction particulière. Face à cet enjeu, ils pointent une certaine faiblesse dans l'action des pouvoirs publics (63%), et dans celle des plateformes (67%), dont ils jugent qu'ils ne se saisissent pas suffisamment du problème. Aujourd'hui, c'est à un niveau individuel qu'ils agissent pour lutter contre l'addiction : ainsi, 68% des utilisateurs ont déjà entrepris de limiter leur temps passé sur les réseaux, et 33% ont déjà supprimé leurs comptes.

La plupart des Français indiquent passer moins de 2 heures par jour sur les réseaux sociaux : 40% y consacrent moins de 30 minutes, et 35% entre 30 minutes et 2 heures. Cependant, ils sont un quart (25%) à avouer y passer plus de 2 heures quotidiennes, avec de fortes variations selon l'âge : 70% des 15-24 ans contre 36% chez les 25-34 ans, ainsi qu'une légère différence entre les femmes (28%) et les hommes (21%),

Près des deux tiers des Français (64%) estiment avoir des proches « accros » aux réseaux sociaux, mais seuls 36% d'entre eux ont le sentiment de l'être eux-mêmes, un chiffre qui atteint néanmoins plus de la moitié des 15-34 ans (52%). Ils sont très largement enclins à les considérer comme une perte de temps (69%), qui ne leur apportent que des contenus futiles (77%). Ils sont nombreux également à reconnaître leurs tendances addictives, confiant avoir du mal à arrêter de « scroller » leur fil d'actualité (54%, et jusqu'à 75% chez les 15-24 ans). Il apparaît toutefois facile pour 75% des Français de passer moins de temps sur les réseaux. D'ailleurs, 1 utilisateur sur 2 (49%) pourrait sans difficulté supprimer ses comptes (64% des plus de 65 ans et 24% des 15-24 ans).

Réguler pour protéger

Seul 1/3 des utilisateurs publie des photos d'eux sur les réseaux de manière régulière. Ils en partagent également de leur entourage, et ce, sans nécessairement leur demander leur autorisation au

Écrit par le 22 décembre 2024

préalable : 25% d'entre eux avouent publier régulièrement des photos de leurs amis sans les consulter, une habitude plus fréquente chez les moins de 50 ans.

Plus d'1/3 des parents d'enfants mineurs (38%) déclarent publier régulièrement des photos de leur progéniture sur les réseaux. Parmi eux, moins de la moitié demande l'autorisation à ces derniers avant de publier ce type de contenu (45%), et à peine plus nombreux sont ceux qui les préviennent de la publication (47%). 38% affirment cacher souvent ou de temps en temps le visage de leurs enfants lorsqu'ils publient une photo d'eux. Or, les Français sont près de 9 sur 10 (87%) à estimer que les photos d'enfants publiées sur les réseaux peuvent leur porter préjudice à l'âge adulte (87%). Si 92% des Français considèrent comme indispensable le fait de responsabiliser les parents sur cet enjeu, il leur paraît également nécessaire de renforcer le cadre légal sur la question (89%).

Les Français ont une connaissance restreinte des dispositions légales et sécuritaires, qu'il s'agisse des CGU (conditions générales d'utilisation) des réseaux sociaux qu'ils utilisent (40%), ou des mesures de sécurité qui existent pour protéger leurs comptes (39%). Seule une courte majorité (58%) a le sentiment de bien connaître ce qu'il est autorisé ou interdit de publier sur les réseaux.

Ce sentiment de flou juridique va de pair avec un manque de confiance envers les plateformes : moins de 4 Français sur 10 (38%) font confiance aux réseaux pour respecter leur propre politique d'usage des données des utilisateurs. En matière de sécurité informatique, le niveau de confiance n'est pas plus élevé : seuls 37% font confiance aux plateformes pour protéger les utilisateurs du risque de piratage, quand 63% sont sceptiques.

Face aux divers dangers liés à l'utilisation des réseaux sociaux, plus de trois quarts des Français (78%) attendent une meilleure régulation : pour la majorité, il revient plutôt aux plateformes de lutter contre ces risques et protéger les utilisateurs (54%) qu'aux pouvoirs publics (24%). Les 22% restants estiment que ce n'est ni le rôle des plateformes ni celui des pouvoirs publics, mettant en avant la responsabilité individuelle des utilisateurs eux-mêmes.

« Nous constatons une hiérarchisation des risques liés à l'utilisation des réseaux sociaux différente selon les générations. Néanmoins, tous les Français se retrouvent sur le problème du harcèlement en ligne, qui a encore fait l'actualité il y a peu. Face à ces conséquences dramatiques, ils réclament une régulation accrue des plateformes, pour protéger les utilisateurs », commente Flavien Neuvy, Directeur de l'Observatoire Cetelem.

Méthodologie : Enquête réalisée par Harris Interactive en ligne du 21 au 22 juin 2023. Échantillon de 1043 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

Ecrit par le 22 décembre 2024

Semaine de 4 jours : l'intérêt des Français ne faiblit pas !



L'idée d'une semaine de travail de quatre jours continue de susciter l'intérêt, avec plus d'un travailleur français sur 5 (22 % contre 28 % au niveau monde) estimant qu'elle sera la norme dans son secteur d'activité dans les cinq prochaines années. C'est ce que révèle l'étude de l'ADP® Research Institute « *People at Work 2023 : l'étude Workforce View* » menée auprès de plus de 32 000 actifs dans 17 pays, dont près de 2 000 en France.

Par secteur d'activité, les salariés de l'industrie (31 %) sont les plus nombreux à affirmer que la semaine de 4 jours deviendra la norme, suivis par ceux de l'informatique et des télécommunications (27 %), de l'immobilier et du commerce (25 %). A l'inverse, les travailleurs des médias et de l'information ne sont que 15 % à faire cette projection.

Le maintien du salaire : un critère indispensable au déploiement de la semaine de 4 jours

Au-delà des projections, l'étude met en avant les préférences des collaborateurs en termes de flexibilité. Ainsi, 37 % des interrogés préféreraient travailler 4 jours par semaine, en conservant le même salaire,

Ecrit par le 22 décembre 2024

mais avec des journées de travail plus longues. Ce chiffre atteint 41 % chez les jeunes de 25-34 ans (contre 32 % des 18-24 ans), 40 % chez ceux qui pratiquent le travail hybride (contre 31 % chez ceux en 100 % télétravail) et 39 % chez les femmes (contre 35 % des hommes) et les parents (contre 34 % chez ceux qui n'ont pas d'enfant). Les salariés évoluant dans le commerce (44 %), l'hôtellerie-restauration (43 %) et les transports (41 %) en sont également particulièrement demandeurs, d'autant plus qu'il s'agit de secteurs dans lesquels le télétravail semble impossible à pratiquer pour la majorité des effectifs.

Le maintien d'un salaire identique reste un critère important dans la mise en place de la semaine de 4 jours, car seuls 9 % des interrogés accepteraient d'adopter ce type d'organisation pour un salaire moindre. En outre, dans le cas où ils ne pourraient pas être augmentés, la semaine de travail plus courte serait une alternative envisageable pour un quart des salariés (25 %).

Une part importante des salariés espère encore plus de flexibilité des horaires

Alors que les schémas classiques d'organisation du travail continuent d'évoluer, 18 % des travailleurs français (contre 33 % au niveau monde) considèrent que, d'ici cinq ans, la norme dans leur secteur d'activité sera de bénéficier d'une flexibilité totale des horaires de travail (à condition qu'ils parviennent à remplir leurs missions au regard d'indicateurs de productivité et de résultats). Ce sont les salariés des secteurs de la finance (27 %), des médias et de l'information (24 %) et de l'industrie (23 %) qui sont les plus nombreux à le penser. Quant au modèle de travail hybride (présentiel et télétravail), il devrait devenir une pratique standard selon 16 % des travailleurs (28 % au niveau monde), une projection qui est encore plus visible chez ceux exerçant dans l'informatique et les télécommunications (31 %), la finance et les services (26 %).

Emergence d'une flexibilité des congés payés

Outre la semaine de 4 jours, d'autres options permettant de bénéficier de plus de temps libre devraient voir le jour d'ici les 5 prochaines années. A l'échelle mondiale, plus d'un quart des travailleurs (27 %) estime que, d'ici cinq ans, l'acquisition de jours de congés supplémentaires sera la norme. Ils ne sont que 11 % en France.

Et pour 18 % des collaborateurs dans le monde (10 % en France), il sera normal d'avoir la possibilité de réduire son salaire en échange d'un plus grand nombre de jours de congés annuels, tandis que 12 % (contre 7 % en France) anticipent que les congés illimités deviendront monnaie courante.

Les attentes dans ce domaine se révèlent plus élevées chez les jeunes travailleurs (respectivement 20 % et 14 % des 18-24 ans), ce qui laisse à penser qu'une nouvelle transformation des normes admises au travail se profile à l'horizon.

« Nous constatons toujours dans cette étude la demande pour un meilleur équilibre vie professionnelle-vie privée ; cette attente existe depuis longtemps mais cela s'est clairement accélérée depuis trois ans. Lorsqu'il n'est pas possible de proposer du télétravail ou un format de travail hybride, les employeurs peuvent répondre aux attentes de leurs talents par d'autres moyens, comme la mise en place de la semaine de 4 jours, pour les fidéliser et les motiver » estime **Carlos Fontelas de Carvalho, Président**

Écrit par le 22 décembre 2024

d'ADP en France et en Suisse.

« Cependant, il est nécessaire de faire preuve de vigilance car les risques d'épuisement professionnel chez les salariés existent, que ce soit en travaillant sur des journées plus longues ou en devant réaliser leurs missions en moins de temps. De plus, il est évident qu'une semaine de 4 jours génère aussi des défis considérables en termes d'organisation du travail et du maintien du service et n'est pas réaliste dans de nombreuses organisations.

Ainsi, au-delà de ces nouveaux modes de travail, l'enjeu de rétention des talents passera par d'autres leviers comme le plaisir et l'épanouissement au travail, la progression des carrières et les opportunités de formation, très attendues notamment par les plus jeunes collaborateurs » conclut **Carlos Fontelas de Carvalho, Président d'ADP en France et en Suisse.**